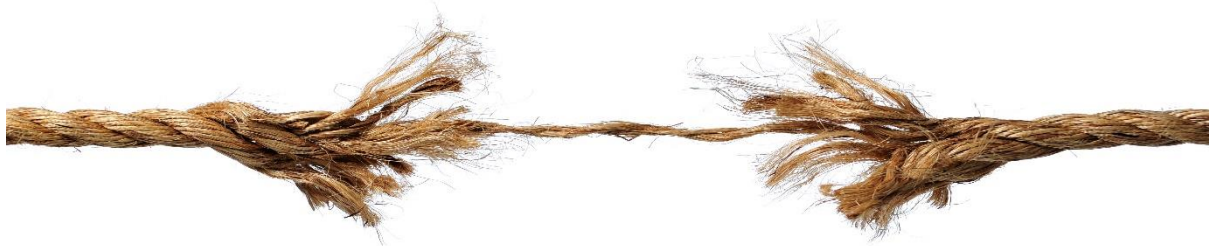


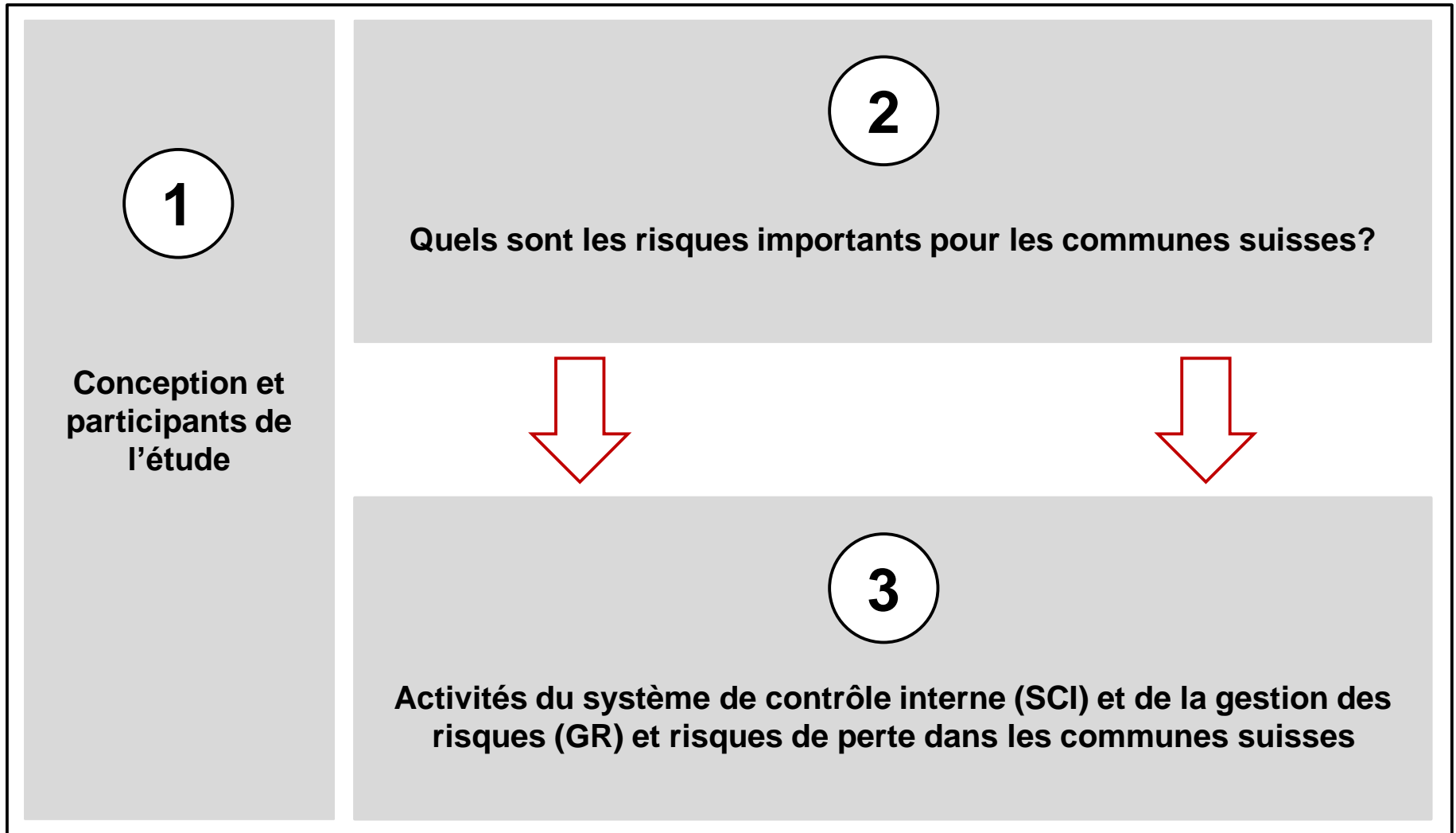
# Risques encourus par les communes 2019

## À quels risques importants sont confrontées les communes et comment abordent-elles?

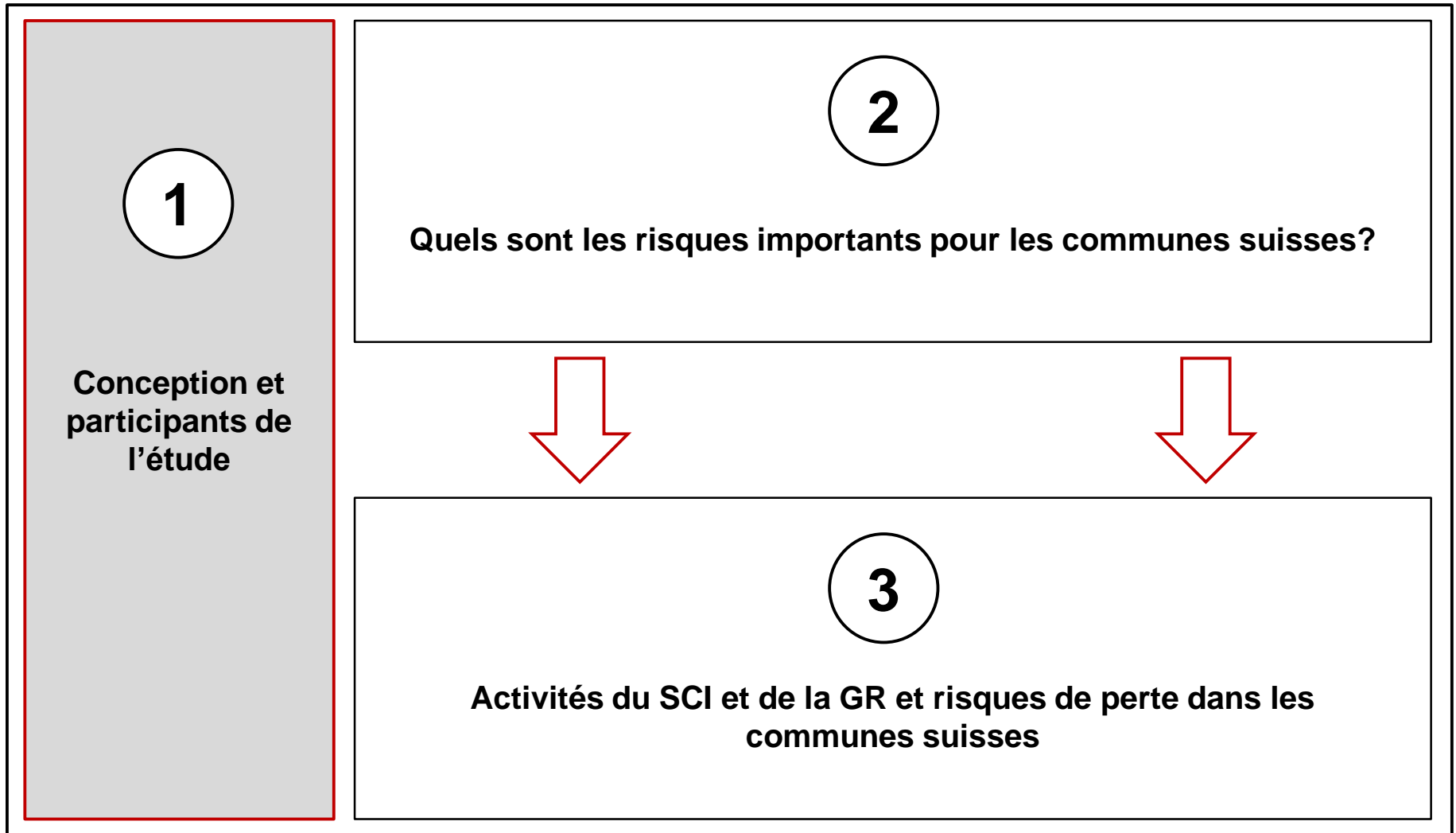
Janvier 2020



# Structure du rapport de résultats



# Structure du rapport de résultats



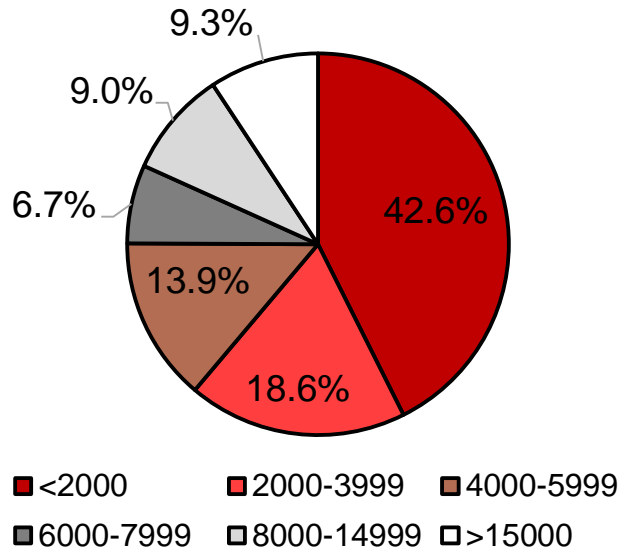
# 345 communes ont participé à l'étude en ligne de l'Université de Berne. L'étude a été complétée dans 70% des cas par des administrateurs des finances qui connaissent bien le SCI et la GR.

## ❖ Conception de l'étude

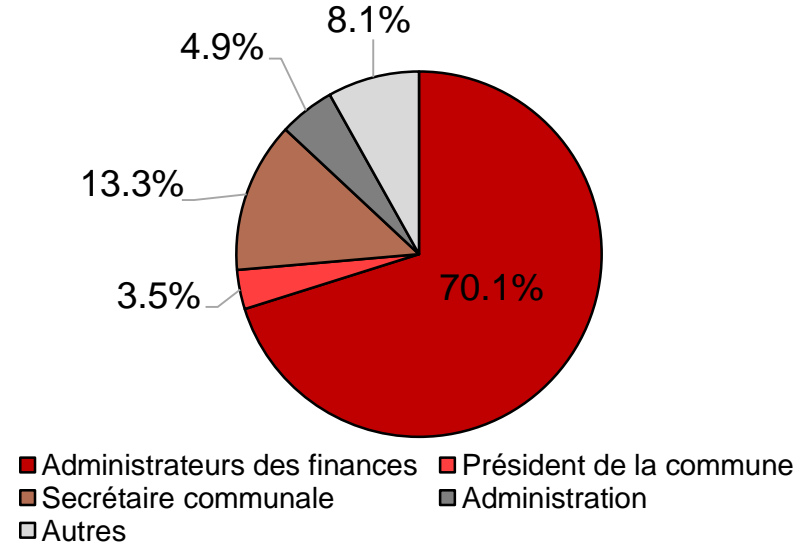
- Enquête réalisée à l'aide d'un questionnaire en ligne soumis au personnel de l'administration des communes sur les activités et processus de la GR et du SCI dans leur commune.
- On a en outre demandé aux participants d'évaluer le risque de perte et les cas de perte effectifs dans leur commune au cours des 10 dernières années. Par perte, on entend par exemple des pertes fiscales significatives, des pertes de données ou des dommages causés par des catastrophes naturelles.

## ❖ Participants de l'étude

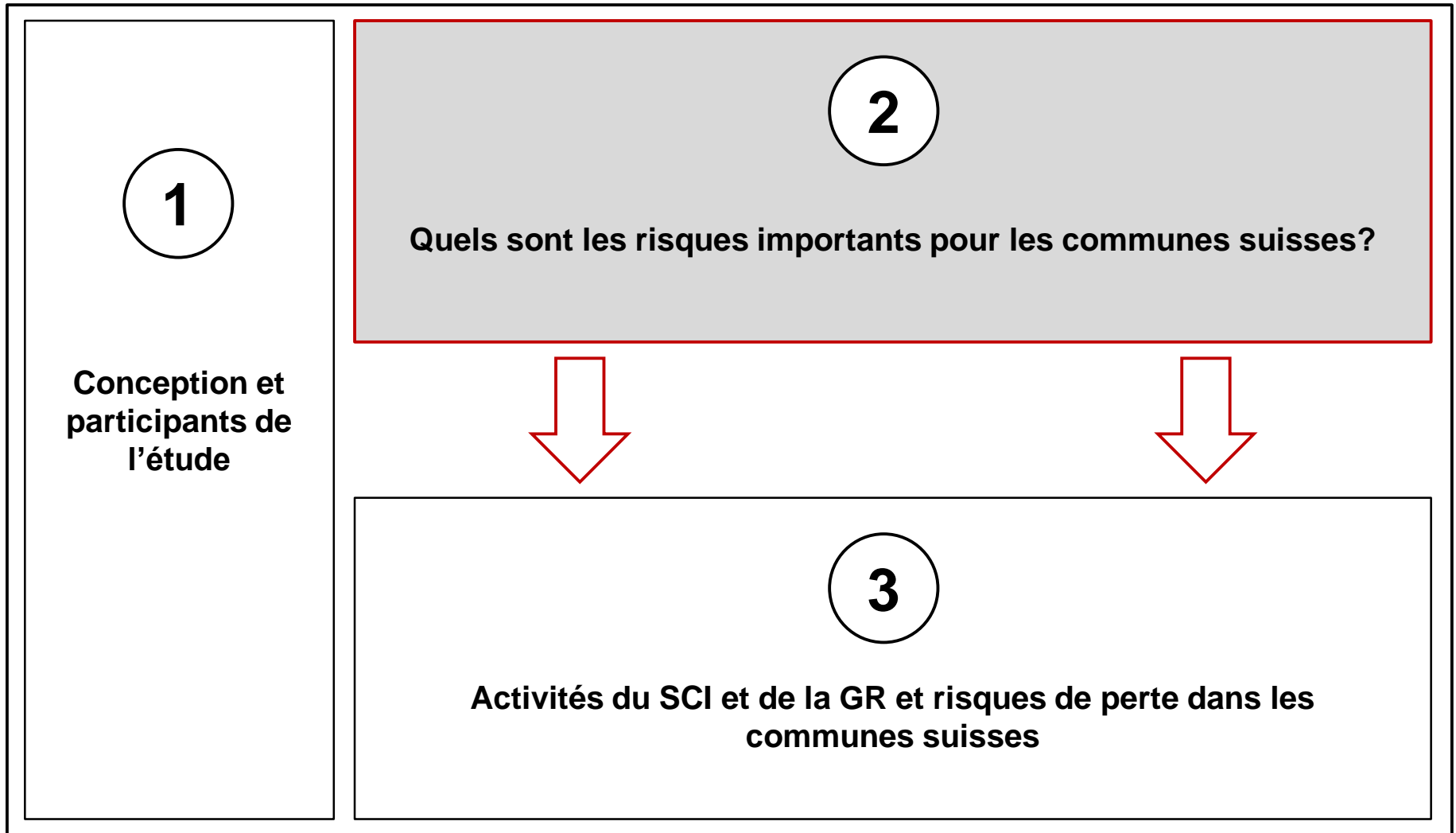
Taille de la commune par habitant (en %)



Fonction des participants (en %)

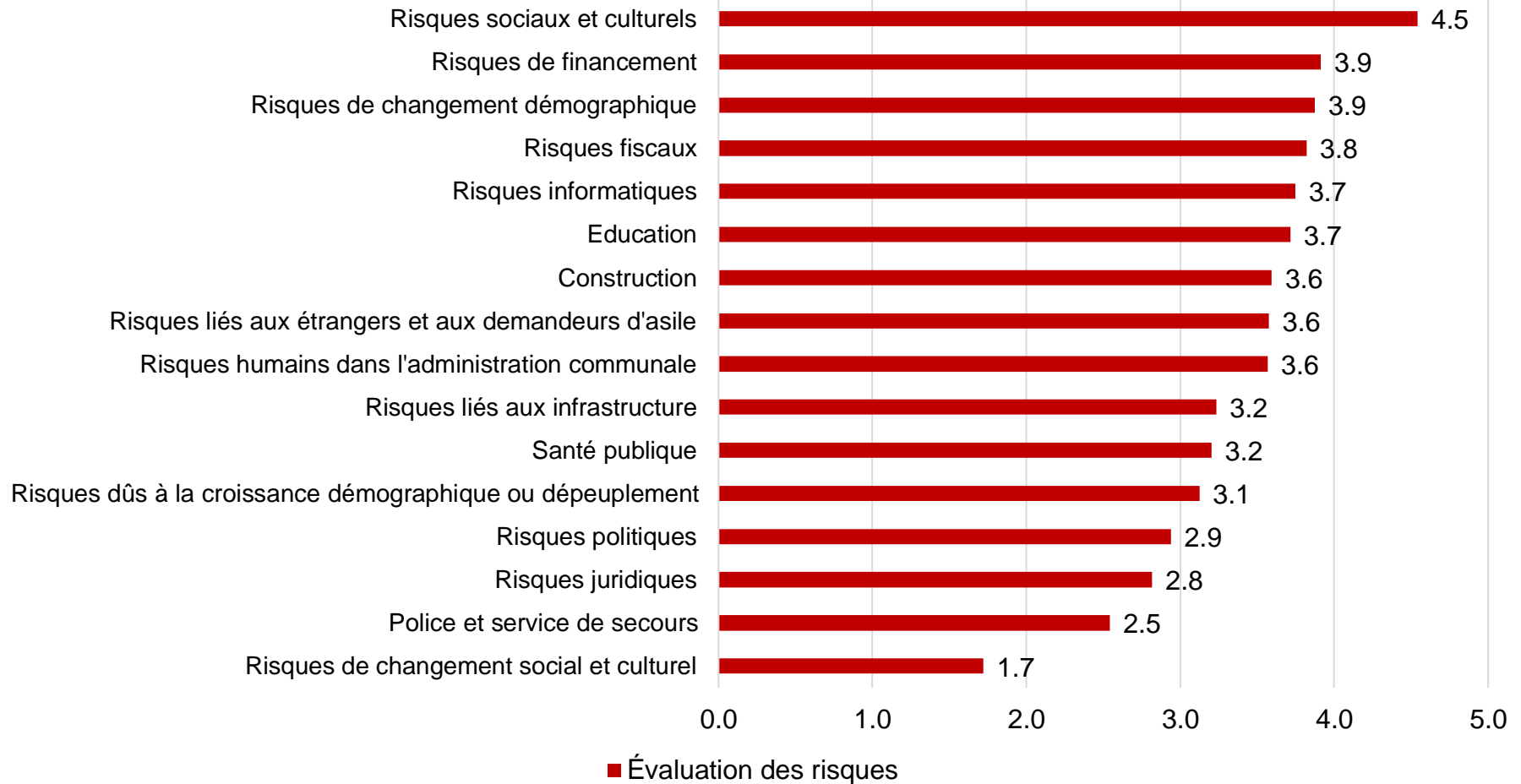


# Structure du rapport de résultats



**Les risques sociaux sont considérés comme étant clairement les plus élevés. Les risques de financement, les risques de changement démographique et les risques fiscaux ont également été jugés élevés.**

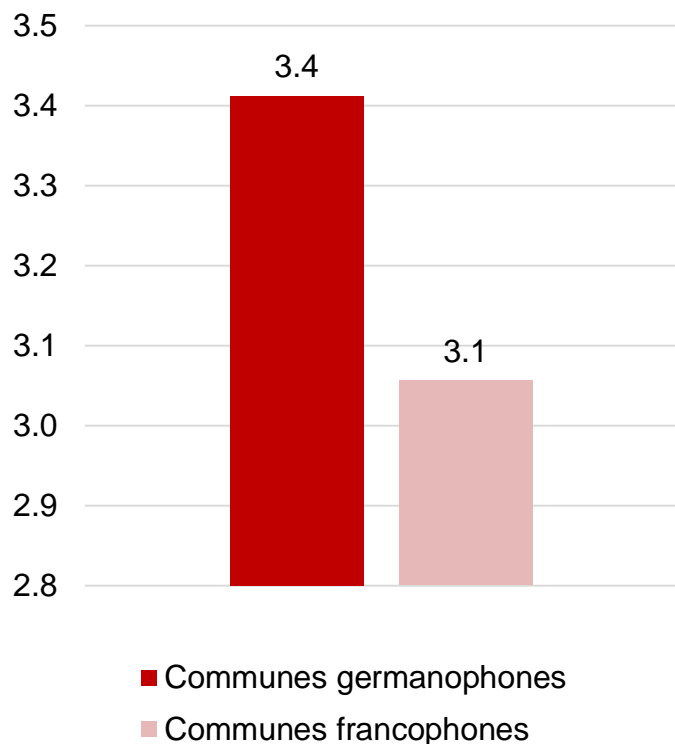
## ❖ Évaluation des risques



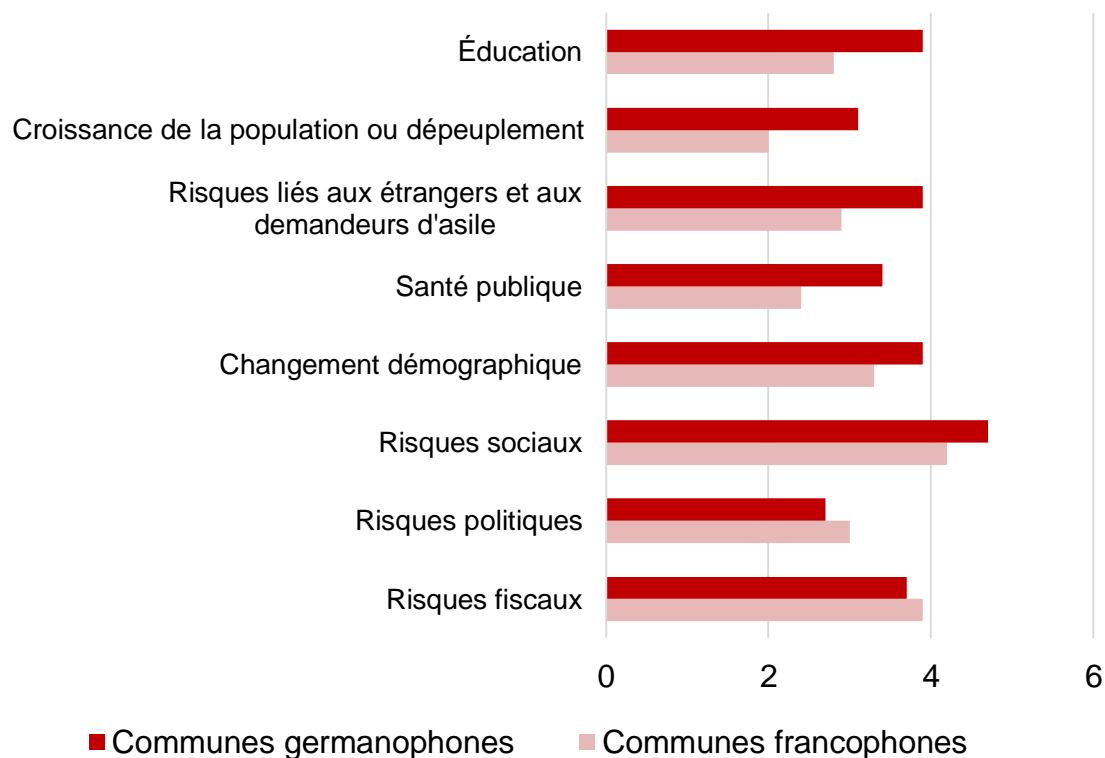
Les administrateurs des finances des communes germanophones estiment généralement la plupart des risques plus élevés que ceux des communes francophones. Les communes francophones estiment que les risques fiscaux et les risques politiques sont plus élevés.

## ❖ Évaluation des risques des administrateurs des finances selon la région linguistique

Moyenne de l'évaluation des risques



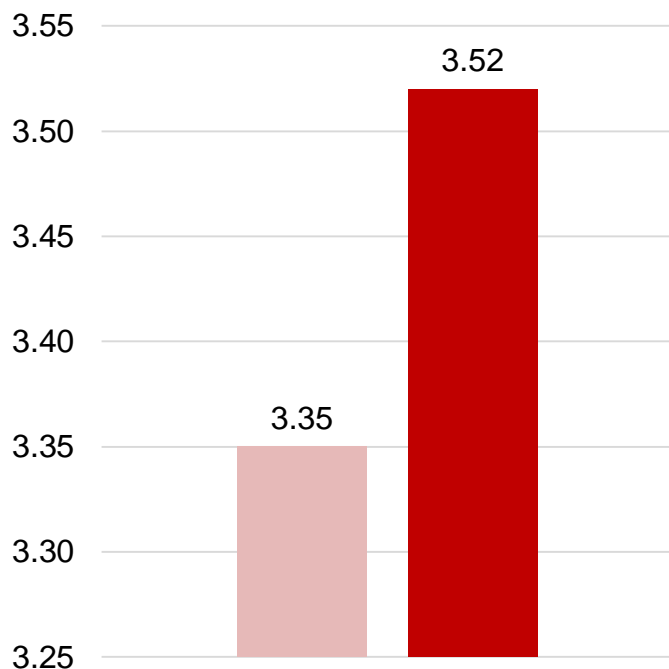
Les plus grandes différences dans l'évaluation des risques



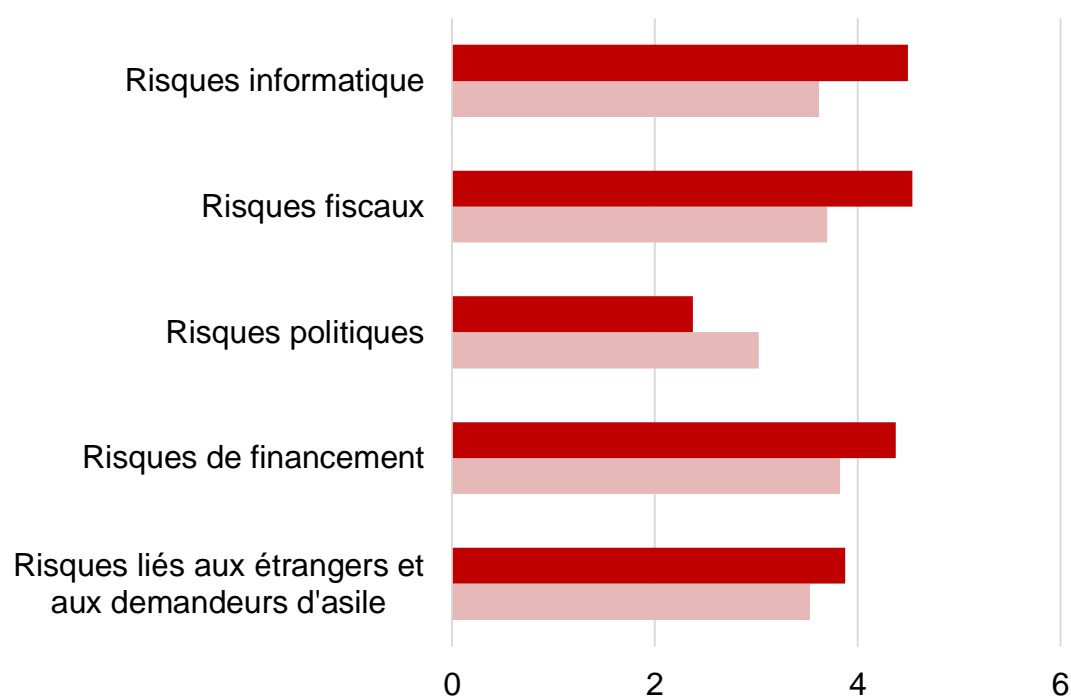
Les grandes communes estiment généralement que les risques sont plus élevés que les petites communes. Cependant, les risques politiques sont considérés comme beaucoup plus élevés par les petites communes.

### ❖ Évaluation des risques selon la taille de la commune

Moyenne de l'évaluation des risques



Les plus grandes différences dans l'évaluation des risques



■ Petites communes (<10'000 habitants): n = 295

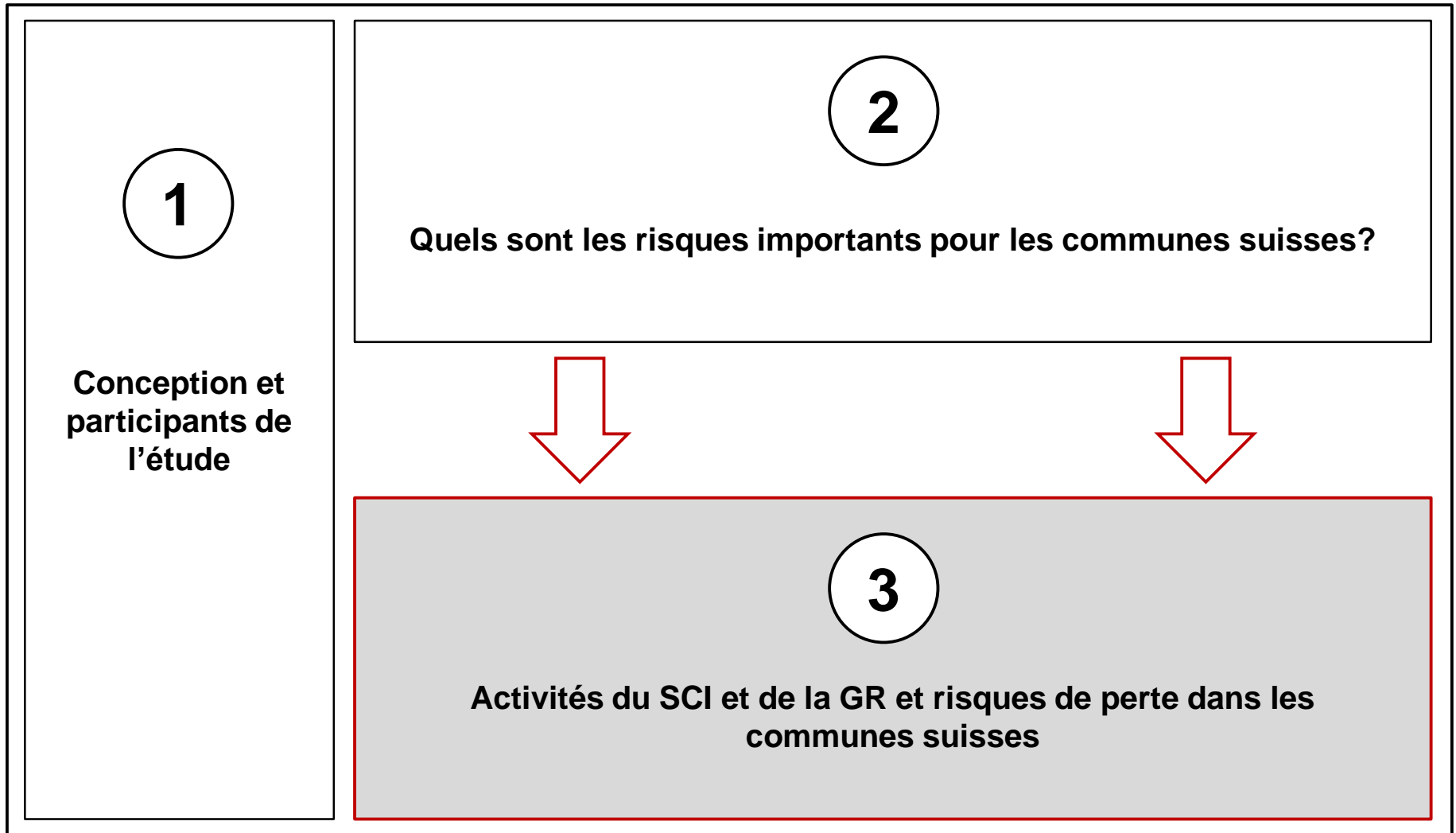
■ Grandes communes (≥10'000 habitants): n = 50

■ Grandes communes (≥10'000 habitants)

■ Petites communes (<10'000 habitants)

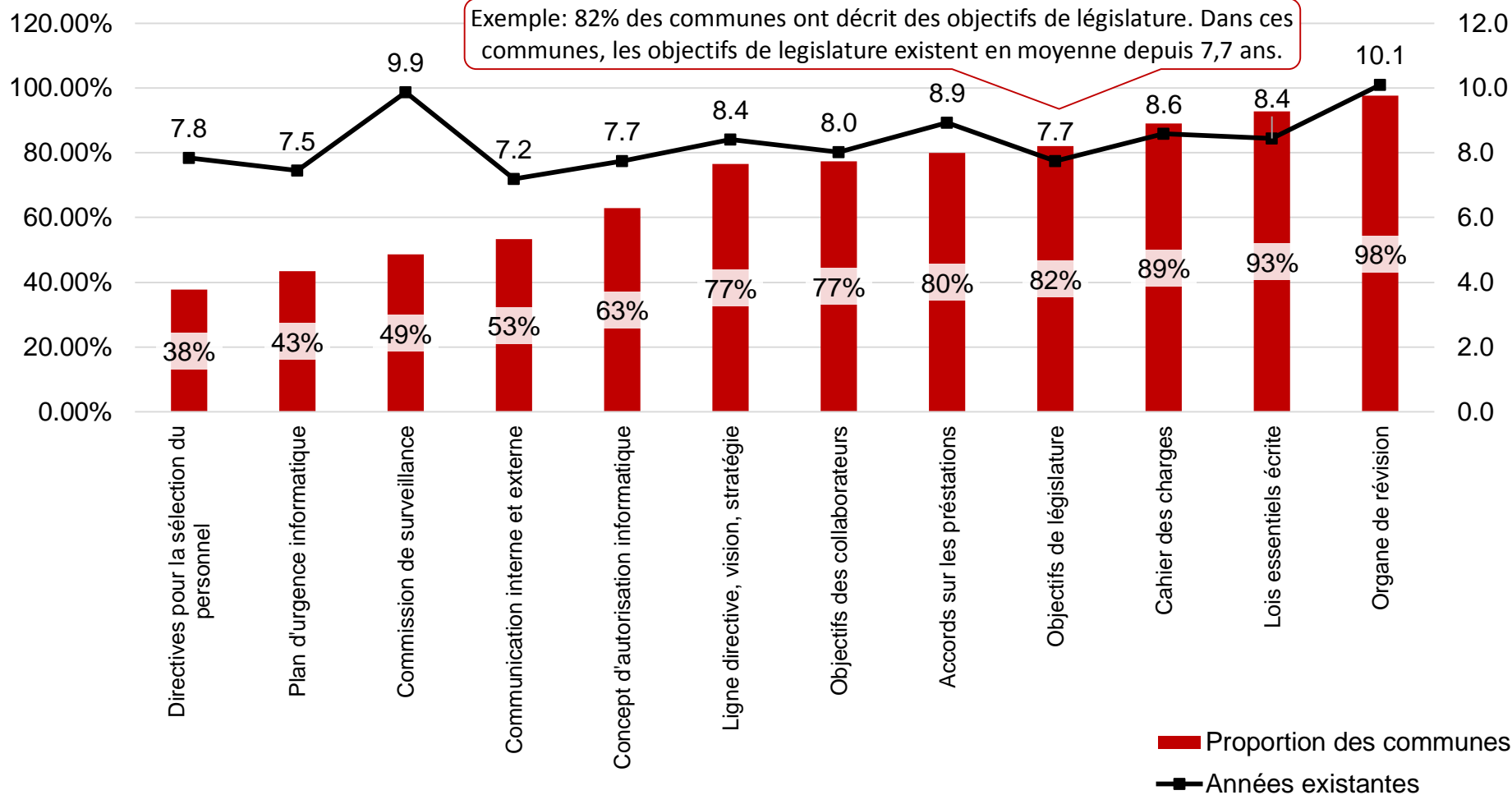


# Structure du rapport de résultats



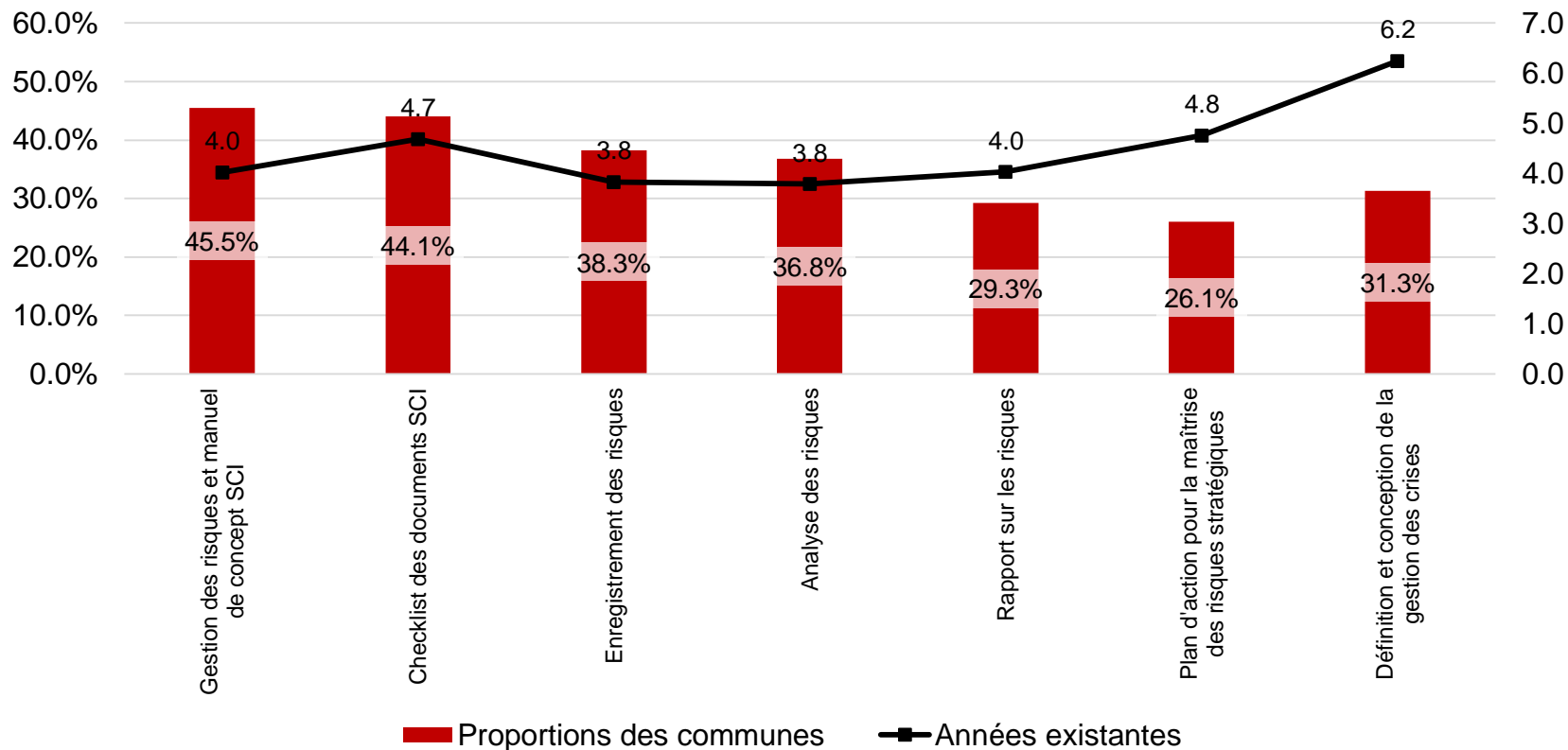
Beaucoup des documents standards et conditions cadres qui sont également important pour le SCI et la GR existent depuis longtemps dans de nombreuses communes suisses.

❖ Disponible documents standards et conditions cadres dans communes suisses (proportions en %)



Les documents et les activités plus spécifiques au SCI et à la GR existent seulement dans 25-45% des communes. En moyenne, ils existent depuis environ 4.5 ans.

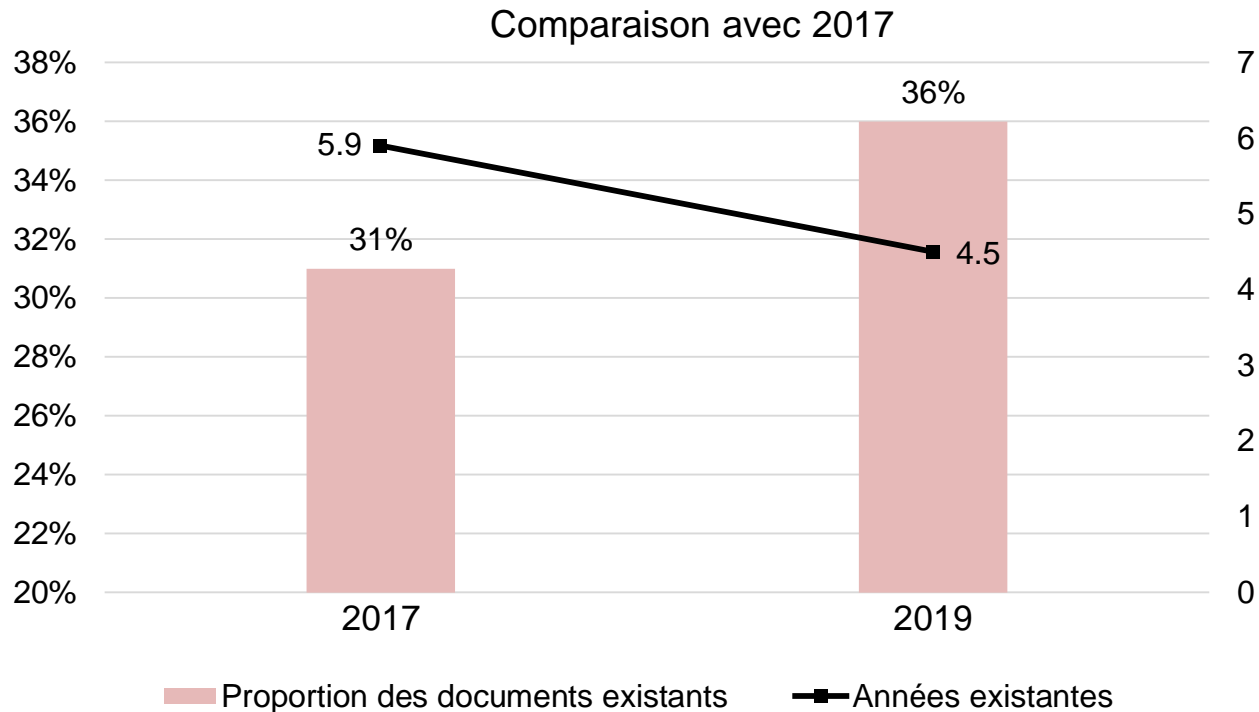
❖ Existence d'activités et de documents du SCI et de la GR (proportions en %)



En 2019, les différents documents plus spécifiques au SCI et à la GR seront disponibles dans 25% à 45% des communes. En moyenne, les documents existent depuis 4,5 ans.

# Une comparaison avec l'enquête de 2017 indique que le nombre de documents SCI et GR a augmenté dans les municipalités.

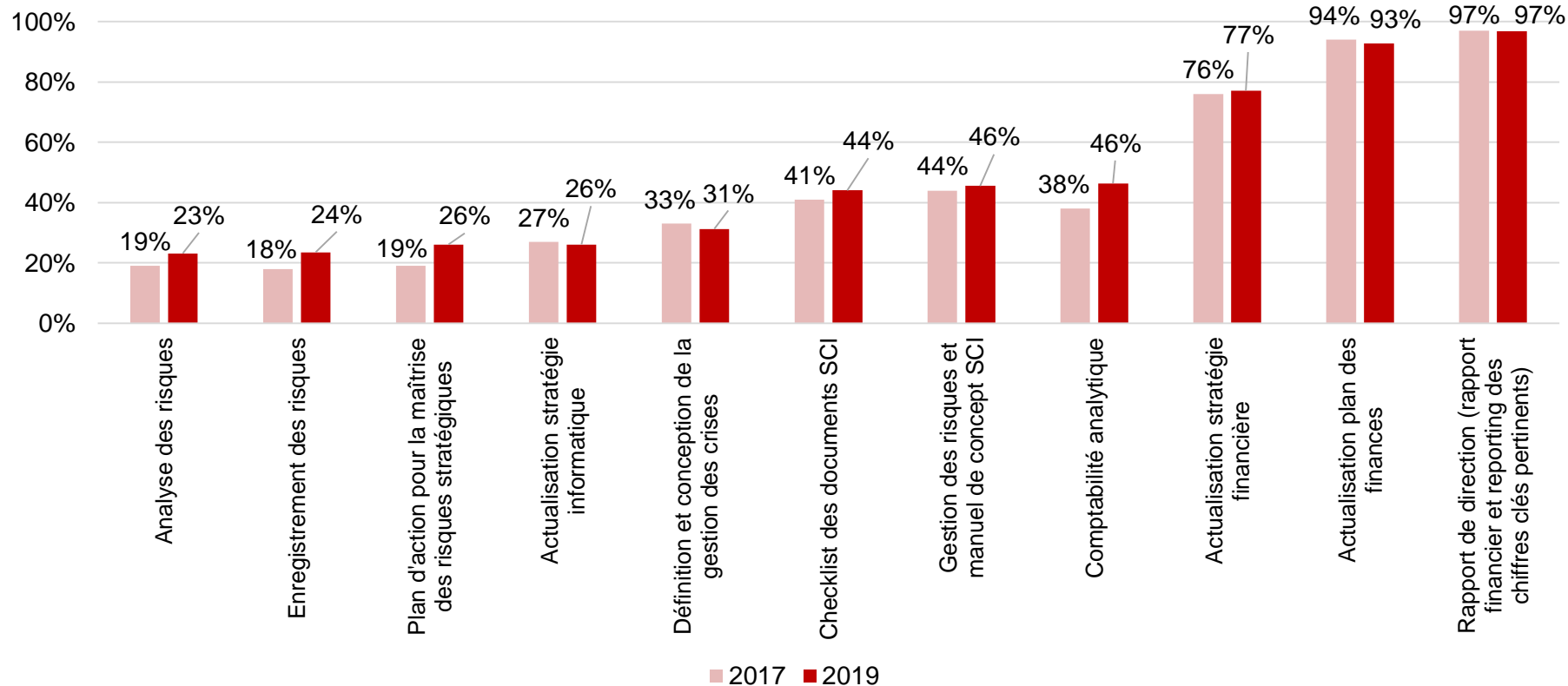
## ❖ Comparaison de l'existence des documents SCI et GR



En 2017, 31% des documents existaient en moyenne. En 2019, cette proportion est passée à 36%. La durée moyenne d'existence des documents a diminué, car un plus grand nombre de communes ont introduit ces documents depuis 2017. Cela montre que le SCI et la GR deviennent de plus en plus importante pour les communes, car celles-ci peuvent prévenir les dommages qui exigent beaucoup de ressources.

En 2019, les activités du SCI et de la GR dans les communes suisses ont augmenté de 2% par rapport à 2017.

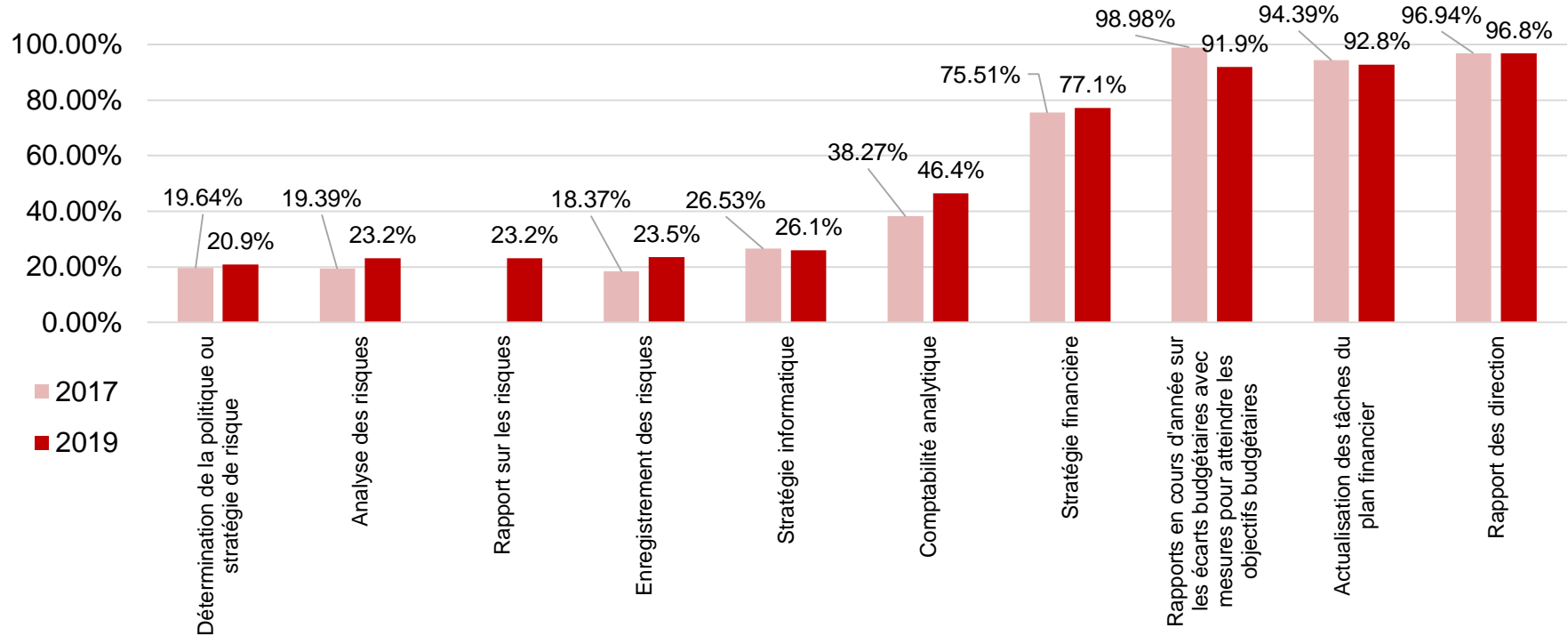
❖ Comparaison de l'existence des documents, activités et procédures SCI et GR (proportions en %)



Des activités, documents et processus diverses de SCI et de GR existent en 2019 dans environ 48% des municipalités, tandis qu'en 2017, ils existaient dans environ 46% des municipalités en moyenne.

# Les procédures de SCI pour la gestion et les contrôles internes n'ont jusqu'à présent été mis en œuvre que de manière non systématique.

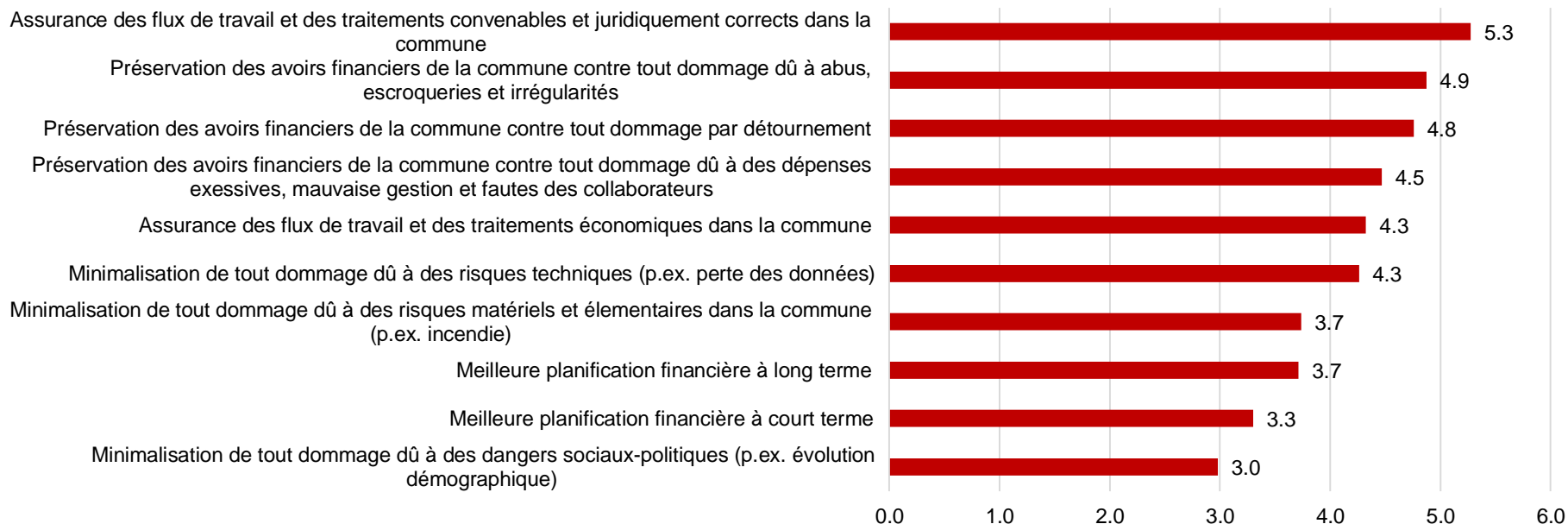
## ❖ Procédures annuelles dans les communes suisses (proportions en %)



Presque toutes les communes préparent un rapport annuel de direction, actualisent les tâches du plan financier régulièrement et enregistrent les écarts budgétaires annuels. Dans plus de trois quarts des communes, la stratégie financière est actualisée chaque année. Ces deux observations n'ont pas changé depuis 2017. Cependant, peu de communes ont établi une politique de risque, ont effectué une analyse, un enregistrement et un rapport des risques et défini une stratégie informatique. Un peu moins de la moitié des communes effectuent une comptabilité analytique, mais déjà beaucoup plus qu'en 2017.

# Les SCI sont avant tout utilisés de façon réactive pour conserver les avoirs financiers actuels et non de manière dynamique et anticipée en tant qu'instrument de contrôle interne afin d'améliorer l'efficacité des procédures à disposition des communes.

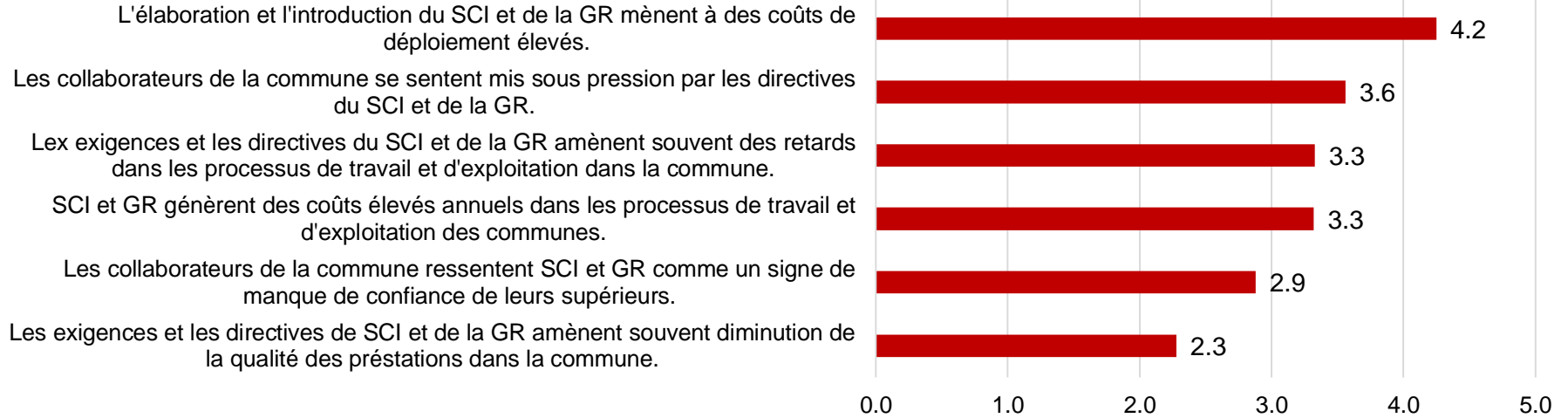
## ❖ Les avantages du SCI et de la GR



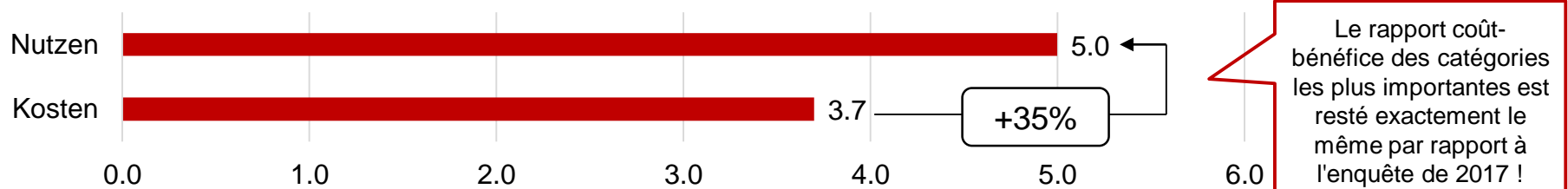
Les avantages du SCI et de la GR sont notamment de garantir des flux de travail corrects et de préserver les avoirs financiers existants de divers types de dommages. Le SCI et la GR continuent d'être moins utilisés pour améliorer la planification financière à court et à long terme et de manière plus réactive. Ainsi, les communes suisses n'exploitent pas le potentiel du SCI et de la GR. Les résultats de 2019 reflètent assez fidèlement les résultats de 2017.

**Les communes suisses considèrent avant tout que les coûts de mise en œuvre du SCI et de la GR ainsi que la pression sur les employés sont élevés. Comparés aux avantages, cependant, les coûts du SCI et de la GR sont faibles.**

### ❖ Les coûts du SCI et de la GR



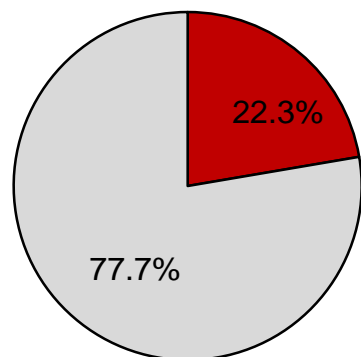
### ❖ Comparaison des avantages et des coûts moyens des trois catégories principales



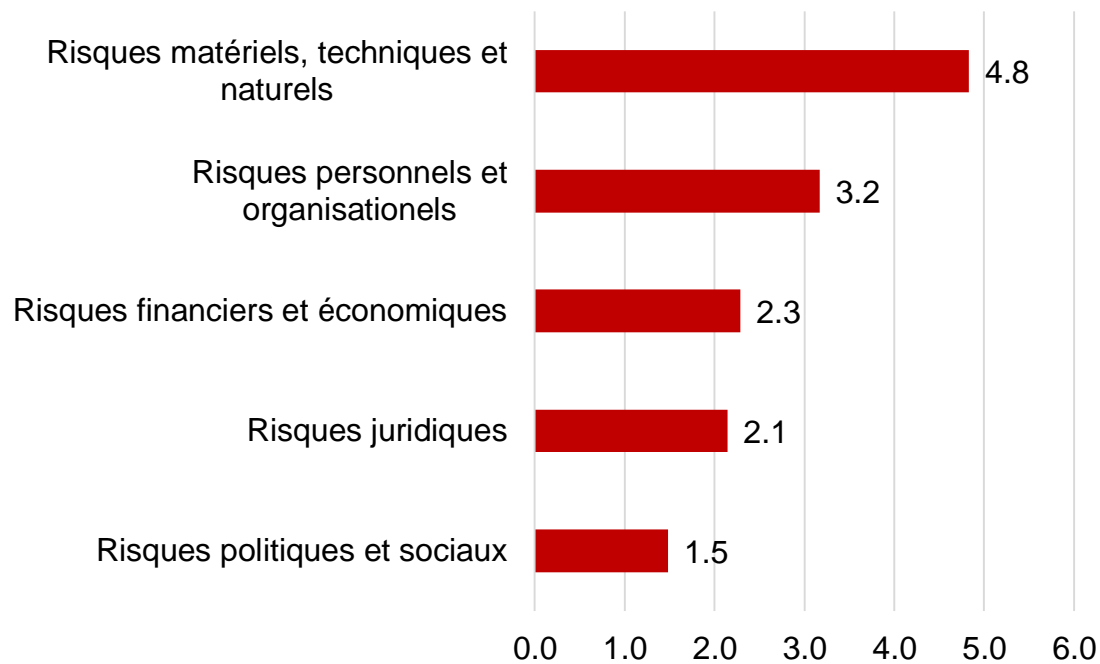
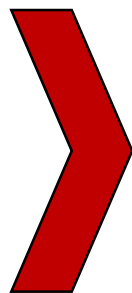


Près d'un quart des communes ont subi au moins une perte (par exemple, perte fiscale existentielle, perte de données, etc.) au cours des dix dernières années.

### ❖ Les pertes et leurs causes dans les communes suisses depuis 2009



■ Oui □ Non



Les risques les plus importants pour les demandes d'indemnisation sont les risques matériels, techniques et naturels. Les risques sociaux et politiques sont les moins dangereux. Au cours des dix dernières années, seules 23% des communes ont subi des pertes, mais celles-ci ont été très coûteuses. Il est donc important de prévenir les dommages et de gérer de manière proactive les risques de tels événements avec l'aide d'un bon SCI et d'une bonne GR.

## Conclusion et résumé des résultats

- **Les risques les plus importants dans les communes suisses sont les risques sociaux, les risques de financement et les risques de changement démographique.**
- **De nombreux documents standard sont disponibles dans la plupart des communes, mais les outils de SCI et de GR pour la gestion proactive des risques sont disponibles dans moins de 50% des cas. Toutefois, plus d'outils sont déjà mis en œuvre en 2019 qu'en 2017.**
- **Les avantages du SCI et de la GR sont nettement plus importants que les coûts générés par le SCI et la GR.**
- **Par rapport à l'enquête de 2017, les communes suisses ont subi 1,2% de pertes en moins au cours des dix dernières années.**
- **Un bon 20% des municipalités suisses ont subi une perte, ce qui montre qu'il est important d'utiliser les outils de SCI et de GR de manière cohérente pour gérer les risques.**

**Prof. Dr. Markus C. Arnold**

**Directeur de comptabilité de destion**

Email: markus.arnold@iuc.unibe.ch



**Joël Haueter**

Email: joel.haueter@iuc.unibe.ch



Universität Bern  
Institut für Unternehmensrechnung und Controlling  
Engehaldenstrasse 4  
CH-3012 Bern  
Téléphone: +41 31 631 37 35